

## Vingt écoles sans salaire : les enseignants désertent, les enfants chôment

Depuis près d'un an, les enseignants de plus de 20 écoles de Kisangani et de l'intérieur de la province ne sont plus payés. Leurs noms ne figurent en effet plus sur le listing de paie édité à Kinshasa. Dans une note d'information adressée au directeur national du Service de paie et de contrôle des enseignants (Secope), André Bekanda, directeur provincial du Secope, signale que ces écoles sont oubliées depuis la paie expérimentale lancée en octobre 2011.

La plupart des écoles concernées fonc-



Confirmation des places au collège Maele © Mongongo

### A LIRE EN PAGE...

**2** - Les écoles de métiers attirent de plus en plus de filles  
- Bunia/De plus en plus de filles à l'école à Aru

**3** - Isangi/Tous-travaux pour payer la rentrée scolaire

**4** - Une école épaula les parents d'enfants handicapés mentaux  
- La nouvelle vie des enfants de la rue

**5** - Beni/Aller à l'école, grâce aux comités de parents  
- Beni/Deux écoles sortent les sourds-muets de leur isolement

**6** - Territoire de Beni/Des titres scolaires, passeports pour une nouvelle vie  
- Sud-Kivu/Les manuels des OSC renforcent l'éducation civique

**7** - Les habitants doutent de la fin rapide des travaux de la voirie  
- Kisangani vibre au rythme de la francophonie

**8** - Grâce à leur association, les payeurs étudient  
- Ayali Otuka, diplômé d'Etat à 54 ans

**9** - Dakwa/Pas assez d'enseignants et plus de section pédagogique  
- Lubutu/Les déplacés affluent mais l'aide humanitaire ne suit pas

**10** - Des écoles modernes à l'écart de la ville enfin opérationnelles  
- ECHOS DE PROVINCE

**11** - Kwa msaada ya mkutaniko wao wavuta kafi wanasoma  
- Ma shule ya ufundi ni yenyi kutamaniwa zaidi na wasika

**12** - Eteyelo yoko esungi baboti bazali na bana mayele ma bango...  
- Bato bazali komituna soko misala mya bobongisi balabala...

tionnent dans des milieux reculés ou des quartiers pauvres, où les parents n'ont pas les moyens de payer des frais de scolarité. La gratuité de l'enseignement expérimentée depuis quelques années pour les classes de 1e, 2e, 3e et 4e primaires avaient permis à ces familles d'envoyer leurs enfants à l'école. Or, aujourd'hui, cette gratuité est remise en question.

Les responsables de ces écoles sont en effet obligés de réinstaurer la prime de scolarité pour payer leurs enseignants. Depuis, l'effectif d'écoliers a sensiblement diminué privant ainsi les enfants du droit à l'éducation. Les parents sont en effet incapables de payer les 1500 Fc (1,5 \$) demandés. "Nous avons commencé l'année 2011-2012 avec 255 élèves mais seulement 153 ont terminé l'année scolaire", témoigne Ghislain Mogenya, directeur de l'école primaire Salama. Les familles sont habituées à la gratuité. Mais depuis que nos salaires ne tombent plus, nous avons, en accord avec le comité de parents, rétabli une prime. Certains parents ne parviennent cependant pas à s'acquitter de ces frais."

**L'école primaire Salama risque de disparaître**  
Située à 5 km du centre ville dans un quartier pauvre, l'école primaire Sala-

ma avait pourtant réussi à attirer beaucoup d'élèves, grâce à la gratuité. Mais, aujourd'hui, cet établissement risque de disparaître. L'école a fusionné les deux salles de 2<sup>ème</sup> année suite au départ d'un enseignant. "Cette situation décourage beaucoup d'enseignants et les poussent à désertir, explique le directeur de l'école. "Je suis père de deux enfants, comment continuer à enseigner avec 7000 Fc de salaire par mois?", se plaint un enseignant, qui souhaite que le gouvernement trouve rapidement une solution. "Je ne sais plus comment convaincre mes enseignants à reprendre le travail. Ils pourraient bien le faire si les parents les motivaient avec un petit rien. Ce qui n'est pas le cas", regrette Ghislain Mogenya. Par ailleurs, l'école manque d'infrastructure. Sans bâtiments ni pupitres, elle utilise les locaux d'une église adventiste. Les salles des classes sont séparées par des bâches. "A la fin de la journée, les élèves enlèvent les bâches pour permettre aussi à l'église de faire ses activités", explique le directeur. Salama tente malgré tout d'organiser les inscriptions pour l'année 2012-2013 avec l'espoir que le gouvernement va régulariser la situation avant la rentrée.

Christian Uzilo

# Les écoles de métiers attirent de plus en plus de filles

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Garagiste, électricienne, maçonne... Les filles n'ont plus peur d'aller vers des études et des métiers autrefois réservés aux garçons. A la sortie de ces filières courtes et professionnelles, elles trouvent généralement un emploi.**



Françoise Loemba, menuisière dans son atelier © Mongongo

Rebecca Matembe, 15 ans, est au milieu de 10 mécaniciens au Garage Mercedes, près de la banque centrale de Kisangani. En salopette, elle soulève sans trop de peine la caisse à outils pour réparer le moteur d'une voiture. "Je viens de monter en 4<sup>e</sup> mécanique générale à l'institut technique Chololo. Chaque jour, je passe ici après les cours pour mettre en pratique les théories apprises à l'école. Cela me permet de bien évoluer avec mes études", explique-t-elle. Rebecca n'avait ni les moyens, ni le temps, de faire de longues études. Depuis qu'elle apprend ce métier, on lui apporte même à domicile des motos à réparer. Elle gagne ainsi déjà sa vie. Jadot Kinyama, son chef au garage, est très satisfait : "Même quand nous sommes tous pris par le poids du travail, Rebecca garde toujours son élan, comme si elle venait à peine de commencer sa tâche !" Non loin de là, au Garage de la paix, à côté de l'hôtel Congo Pala-

ce, preste Abuko Vale Brigitte, 23 ans. N'ayant pas assez de moyens, elle a dû interrompre ses études en coupe-couture et a opté pour la technique automobile. Un raccourci pour être plus rapidement sur le marché de l'emploi. "C'est son père qui est venu l'inscrire. Je suis content de son rendement", indique M. Kahindo, propriétaire dudit garage. Madame Abuko se réjouit également : "Je m'occupe de mon enfant avec la prime mensuelle et autres avantages que je reçois ; 120 à 150 \$, c'est de loin supérieur au salaire d'un agent de l'Etat (un huissier de l'administration publique touche en moyenne moins de 50 \$, Ndlr) !"

## Emploi à la clef

"Après six mois de formation, l'apprenti peut continuer à travailler avec nous, si le garage manque de personnel. Parmi nos apprenants, certains deviennent chauffeurs de ministres ou d'hommes d'affaires, des clients

qui les découvrent quand ils viennent réparer leurs véhicules chez nous", précise Jadot Kinyama, président de l'association des garagistes de Kisangani.

Si toutes n'ont pas forcément tout de suite la même réussite, les filles sont en tout cas de plus en plus nombreuses à travailler avec des hommes dans les ateliers. La ville compte six écoles de métiers. La plus grande est l'institut technique industriel Chololo tenu par les frères maristes de l'Eglise catholique. Cette année, sur les 67 inscrits en mécanique générale en 3<sup>e</sup>, Rebecca était l'unique fille, mais, selon le frère Edouard Yaatha, préfet des études de cette école, il y en a 28 inscrites en électricité, maçonnerie, construction et automobile. Soit 13 de plus par rapport à l'année passée. Une évolution normale selon ce préfet, qui observe que celles qui terminent en pédagogie ou en littéraire trouvent plus difficilement un emploi.

L'inspection de l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle Orientale 1 se félicite, elle aussi, du nombre de filles dans les options professionnelles qui a plus que doublé en 2012 : 55 finalistes en mécanique générale, mécanique automobile, électricité, construction et menuiserie contre 20 l'année passée. Mais, lors du lancement des examens d'état de cette année, Brigitte Nyapudre, inspectrice principale provinciale, a indiqué que le taux de fréquentation des élèves, notamment des filles, dans ces sections restait faible. Pour elle, la RD Congo est en reconstruction et a besoin de maçons, d'électriciens, de chauffeurs mécaniciens, etc. Ainsi, l'office de voirie et drainage et d'autres services qui conduisent des travaux

en ville, emploient ces jeunes, même certains de ceux qui étudient encore.

## Alléger les frais d'études

Invité à la clôture de la première promotion du centre professionnel et social de Makiso, le 15 juillet dernier, Willy Poyo Poye, bourgmestre de cette commune, a été agréablement surpris des exercices pratiques accomplis à cette occasion par les élèves finalistes. "Nous ne manquerons pas à faire appel à cette main d'œuvre qualifiée chaque fois que nous en aurons besoin", a-t-il assuré. Sur 62 lauréats 14 étaient des filles. La société chinoise qui réhabilite la voirie urbaine vient d'ailleurs d'embaucher quatre de ces jeunes finalistes. Le flux de véhicules et le boom du secteur immobilier offrent d'autres débouchés.

Mais, pour inscrire cet élan dans la durée, l'inspecteur principal provincial adjoint Kabongo Luaba recommande au gouvernement provincial d'inciter les filles à fréquenter davantage les options professionnelles en allégeant par exemple leurs frais d'études. Pour le moment, dans les écoles ordinaires, les élèves payent 2 500 Fc (2,75 \$), contre 4 500 Fc (5 \$) dans les filières techniques.

Dominique Lekakwa, président de l'Association nationale des parents d'élèves de la RD Congo (Anapeco), explique de son côté : "Au début de chaque année scolaire, pendant notre assemblée générale, nous rappelons aux parents que les filles ont les mêmes capacités intellectuelles que les garçons. Comme premier éducateur, à chaque parent de veiller sur les aptitudes de sa fille pour l'orienter dans les écoles des métiers."

Pierre Komba

## Bunia

# De plus en plus de filles à l'école à Aru

**Dans le territoire d'Aru, à 300 km au nord de Bunia, le nombre de filles n'est pas très éloigné de celui des garçons dans les salles des classes. Une avancée significative pour la parité. Mais le mariage précoce freine cet élan.**

Dans son rapport sur la situation scolaire de 2011-2012 dans le territoire d'Aru, l'inspecteur itinérant Utuma Kagoro, note une augmentation du nombre de filles dans les écoles. Sur près de 40 000 élèves inscrits dans les écoles secondaires, 47% sont des filles "L'effectif a augmenté de 30% en 3 ans", a-t-il expliqué lors d'une assemblée générale avec les chefs d'établissements de la Zone Inspectorale Aru Nord au mois de juin de cette année.

Pour le préfet de l'institut d'Adi, Muzoro

Aloro, son école a appliquée la parité lors des inscriptions, exigeant un nombre équitable de garçons et de filles dans la salle. "Une politique propre à mon école", car les filles ont le même coefficient intellectuel que les garçons, souligne-t-il.

"Les filles instruites sont rares et chères"

Mais selon l'assistant, Lomo Alemi de l'Institut supérieur pédagogique Aru (ISP), plusieurs raisons expliquent ces changements. De plus en plus de parents envoient leurs en-

fants à l'école, les filles voient les autres qui ont étudié avoir du travail et la pression de la communauté. Les associations des femmes du territoire d'Aru informent régulièrement les femmes du bien fondé de l'éducation de la fille dans les églises, les marchés, écoles... Les mamans qui donnent désormais les filles instruites en mariage se sentent honorer. Car, après le mariage, la fille travaille et aide sa famille indépendamment du mari. Autre facteur, les maris les respectent car elles contribuent au budget du ménage. En pleine cérémonie de mariage en juillet à l'église locale centre urbain d'Ingbokolo, un parent explose de joie : "Les filles diplômées sont rares et chères". Pour le chargé de l'Etat civil de la collectivité chefferies de Kakwa, "les femmes trouvent facilement le boulot et elles aident leurs foyers".

(suite à lire page 3)

## La gestion des recettes minières transparente

14 août : Le professeur Mack Dumba, coordonnateur national de l'Initiative pour la transparence des industries minières et extractives (ITIE) a invité la société civile et les médias à contribuer au renforcement de cette initiative. L'ITIE est processus qui permet de savoir "ce que les entreprises ont payé à l'Etat en termes de taxes, impôts, redevances... et ce que l'Etat a reçu effectivement des entreprises". Ces rapports sont mis à la disposition de tous pour accroître la transparence dans la gestion de la chose publique et favoriser ainsi le bon usage de ces ressources financières. Cependant, l'ITIE ne joue ni le rôle de la police ni celui des magistrats. Il se limite à établir le rapport en indiquant clairement l'écart entre ce que les entreprises déclarent payer et ce que l'Etat déclare recevoir.

Il revient aux cours et tribunaux de faire les instructions afin de pousser les deux parties à justifier l'écart. Le rapport 2008-2009 a relevé plus de 96 millions de dollars d'écart entre ce que les entreprises extractives ont déclaré payer et ce qui est entré dans le Trésor public.

C'est à la société civile de se servir des données de ce rapport pour connaître l'affectation de ces différentes recettes et les justifications de ces écarts.

Pour le coordonnateur national de l'ITIE, la transparence réduit la corruption et la fraude et crée un environnement d'investissement plus stable et attractif. Elle renforce aussi la confiance de la population vis-à-vis de l'Etat. "Notre souci est de vulgariser l'ITIE dans toutes les couches de la population afin que cette dernière participe à la gestion des ressources du pays", a conclu Mack Dumba.

Christian UZILO

## Déclaration de perte de pièce

Monsieur NGOYI LUMBUE Lievin, né à Malango, le 14 avril 1982 informe le public de la perte de l'original de son diplôme d'Etat de la section pédagogie, option pédagogie générale, obtenu à l'institut Badimiongo à Mulemayi (Kasai Oriental, district de Kabinda) lors des événements malheureux du crash de l'avion de Hewa Bora du 8 juillet 2011 à Kisangani. Il ne lui reste que la copie de l'extrait n° 25 du palmarès de l'examen d'Etat session 2004 paru dans la revue de l'inspecteur de l'enseignement n° 32, Septembre 2004 pour les provinces éducationnelles du Kasai Oriental, Bandundu et Kinshasa Ouest, et la copie de la lettre de transport n° 29 8807 8306 délivrée par DHL agence de Mwene-Ditu le 5 juillet 2011 destinée à Monsieur Mulungo Fuende habitant la ville de Kisangani, commune de la Makiso, avenue Kitima n° 12. Pour toute information, appelez +243 81 579 56 27 ou écrivez à kaypmulung@yahoo.fr

(suite de la page 2)

## (De plus en plus ... à l'école à Aru)

### Le mariage forcé et précoce, un frein

Le mariage de mineures reste un grand handicap à l'épanouissement intellectuel des filles. Les familles (de la fille et du garçon) s'arrangent à l'amiable pour donner des mineures en mariage au mépris des lois. Certaines notabilités par exemple recommandent à la famille du garçon de payer 1000 à 2 000 \$ à celle de la fille mineure. Un comportement que dénonce sans cesse le commandant du sous commissariat de police d'Ingbokolo, sur les auteurs d'une radio locale. "Les parents devraient saisir la justice car les chefs d'établissement n'ont pas compétence de trancher cette affaire", conseille Mambo Yeka, préfet

## Isangi

# Tous-travaux pour payer la rentrée scolaire

**Les élèves sont de plus en plus nombreux à être employés dans des chantiers dans la cité d'Isangi. Un travail rude mais qu'ils estiment mieux payé que d'autres... quand ils le sont. Les parents les encouragent, les associations veillent à faire respecter leurs droits.**

**A** la mission protestante de Yalikina, dans la cité d'Isangi, cinq élèves, employés comme tous-travaux (aide-maçons) mélangent les graviers, du sable et du ciment pour fabriquer des blocs de béton pour construire une école primaire de 12 salles de classe avec bureau et latrines.

À 200 m de ce chantier, d'autres élèves travaillent comme manutentionnaires dans une briqueterie. Ils sont là en permanence pour transporter les briques pour les clients et ravitailler les nombreux chantiers de construction que l'on trouve actuellement à Isangi centre.

En effet, depuis la clôture de l'année scolaire, les élèves sont très nombreux à travailler ou solliciter un emploi dans les chantiers et autres activités pour s'occuper pendant les vacances. Contrairement aux années antérieures, c'est le travail dans les chantiers, de plus en plus nombreux dans la contrée, qui est le plus prisé par ces jeunes. Il leur rapporte plus - 2 000 à 3 000 Fc par jour – que leurs anciennes activités.

Avant, certains s'affairaient dans le commerce ambulancier sur de longues distances, au marché... d'autres à la pêche. "Au chantier, je suis plus assuré qu'à la pêche où parfois on n'attrape parfois rien à vendre", confie Denis Bongando, élève en 5<sup>ème</sup> humanités pédagogiques.

Certains parents apprécient de voir leurs enfants s'occu-

per utilement. Joël Leta, pasteur d'une Eglise du réveil, estime que faute de colonies de vacances, c'est bien de laisser les enfants travailler ainsi pour éviter le vagabondage. Auparavant, les parents envoyaient leurs enfants à la campagne pendant les vacances d'où ils revenaient avec du riz, manioc, de l'huile de palme... et des bêtes qu'ils pouvaient vendre pour payer la rentrée et la scolarité.

### En attente de leur paye

Cependant les responsables des chantiers ne se soucient guère des enfants. Physiquement moins forts que les adultes, ils font pourtant les mêmes travaux qu'eux. De peur de perdre leur travail, ces jeunes élèves ne disent rien et s'efforcent de ne pas faire figure de faible aux yeux du chef d'équipe. Dans les chantiers qui n'utilisent pas de camion ni brouette, ce sont par exemple ces tous-travaux qui transportent les matériaux de construction du lieu de fabrication à l'intérieur des chantiers.

De 7 h à 16 h et souvent plus, les horaires de travail sont aussi lourds pour les jeunes. Ils sont tous journaliers, mais ne sont pas payés, comme ils le devraient, à la fin de chaque journée. Seul un enfant sur trois interrogés dans différents chantiers affirme avoir été payé pour leurs deux semaines de travail. Les plus exigeants en matière d'argent sont facilement remerciés. Guy Isafu, élève en

5<sup>ème</sup> littéraire, travaille depuis mai au chantier de Yalikina. Impayé depuis lors, il a été renvoyé il y a deux semaines, pour avoir réclamé son dû de la journée. Gédéon Kapaya, ingénieur au chantier de Yalikina se justifiait ainsi auprès des ouvriers de son chantier qui voulaient se révolter le 9 août dernier que "chez nous, le bailleur paie après avoir reçu le rapport d'évolution de travaux". Pourtant, ces élèves reprendront début septembre prochain le chemin de l'école et comptent sur leur paye pour leurs fournitures scolaires ou leur scolarité. Certains s'endettent déjà pour s'y préparer.

Les soins de santé ne sont pas à la charge de l'entreprise, le repas non plus. Seuls lors des accidents en service, les frais de la victime peuvent être pris en charge déclarent deux ingénieurs sur des chantiers. Par ailleurs, le président de l'ADDEF (Association de défense des droits de l'enfant) demande aux responsables des différents chantiers de protéger les enfants contre les mauvais traitements. Depuis 2007, cette organisation vulgarise les articles de la convention relative aux droits de l'enfant à travers des radios et tribunes populaires. Il avance que l'enfant a le droit d'être protégé contre tout travail mettant en danger sa santé, son éducation ou son développement.

Elie-Trésor Lobanga

de l'Institut technique sociale. A l'institut d'Adi, "quatre cas de grossesse de mineures ont été enregistrées" pour l'année scolaire 2011-2012 confie le préfet Muzoro Aloro. Les familles profitent de cette grossesse pour envoyer la fille en mariage au lieu d'obliger le garçon à l'aider.

Selon l'article 48 de la loi n°09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant, "les fiançailles et le mariage d'enfants (toute personne âgée de moins de 18 ans, Ndlr) sont interdits". L'article 174 f de la loi n° 06/018 du 20 juillet 2006 sur les violences sexuelles modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congo-

lais punit de "1 à 12 ans de prison et d'une amende ne pouvant être inférieure à 100 000 Fc constants, toute personne qui, exerçant l'autorité parentale ou tutélaire sur une personne mineure ou majeure, l'aura donnée en mariage, ou en vue de celui-ci, ou l'aura contrainte à se marier. Le minimum de la peine prévue à l'aliéna 1er est doublé lorsqu'il s'agit d'une personne âgée de moins de 18 ans." Selon la même loi, quiconque marie ainsi de force une mineure sera poursuivi pour "esclavage sexuel", un crime passible de 5 à 20 ans de prison et d'une amende de 200 000 Fc constants.

David Malisi

# Une école épaula les parents d'enfants handicapés mentaux

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) A Kisangani, une école spécialisée accompagne chaque enfant, en fonction de la lourdeur de son handicap et de sa personnalité. Respectés en tant qu'êtres humains, certains font des progrès étonnants et sortent de leur isolement. Pour la plus grande joie de leurs parents.**

Avant, ma fille marmonnait. Elle disait des choses que personne ne comprenait à la maison. Elle était timide, ne jouait avec personne, était tout le temps seule dans sa chambre. Depuis quatre ans, elle lave seule ses jupes, fait la vaisselle et transporte même sans trop de peine un bidon de 20 litres d'eau", observe un parent, satisfait de l'évolution de son enfant, handicapé mental. D'autres ont fait des progrès encore plus spectaculaires. "Je suis contente de voir Dorica, 12 ans, qui souffrait de la méningite depuis l'âge de deux mois, écrire son nom, celui de son père et le mien, même si elle ne les place pas dans le bon ordre", sourit une maman. Certains de ces jeunes, moins lourdement handicapés, se réinsèrent progressivement dans la société. "Depuis deux ans, je paie la prime de mes deux frères avec mon salaire. J'épargne aussi petit à petit pour mon mariage", révèle Christian Bakungu,

devenu aide menuisier au centre Simama. Des évolutions personnelles rendues possibles grâce à l'encadrement de l'école spécialisée Rafiki. A ses débuts en 1994, cette dernière et le Père Martin, un prêtre de l'église catholique du Centre Simama, n'accueillait que 12 enfants. L'année scolaire passée, elle en a encadrés 44, classés en trois catégories : handicapés légers, sévères et profonds, qui tendent vers la folie. "Quand j'enseignais le français dans un autre établissement, j'étais autoritaire. Les élèves me craignaient beaucoup. Depuis que je suis ici, je suis comme 'un ami' pour eux. Nous jouons et mangeons ensemble, je participe à leurs causeries. Je les considère comme des personnes à part entière, même si certains bavent ou sont trop sales", explique un des six éducateurs.

**Pas si différents...**

Avant d'inscrire un enfant, les

autorités scolaires cherchent à savoir les anomalies éventuelles intervenues lors de la grossesse, s'il a commencé à marcher ou à parler avec du retard, etc. Souvent les parents n'informent pas la direction de ces difficultés. Quand elle les découvre, elle doit donc s'adapter, au cas par cas. "Certains, si vous les envoyez vous chercher un gobelet, ils vous l'amèneront facilement, mais ils peuvent aussi bien vous en amener deux, avec une cuillère en plus !", note Jacques Yaetema, directeur de cette école qui a suivi auparavant une formation de deux ans à Kinshasa.

Difficile d'accompagner en permanence individuellement ces enfants étant donné le manque d'autres structures spécialisées à Kisangani et dans l'ensemble de la Province Orientale. Pourtant, l'école Rafiki s'efforce de donner à chaque enfant une fiche de suivi journalière et un enseignement personnalisé. A la différence des

écoles classiques où l'élève doit s'adapter au programme, ici, c'est le programme qui s'adapte à l'élève. Autre différence de taille : les enseignements sont donnés gratuitement. L'école demande simplement aux ONG, notamment celles qui distribuent de la nourriture et des fournitures scolaires, de penser aussi à ces enfants. Elle souhaiterait également que les autorités locales construisent six salles de classe (il n'y en a que quatre pour le moment), comme dans une école normale.

Car, ces handicapés mentaux ne sont pas si différents qu'on le pense... Ainsi, le samedi, les enseignants visitent chaque famille pour voir les changements constatés par les parents. Ils remarquent que les enfants qui vivent en famille évoluent rapidement, car ils manquaient surtout d'affection. Le premier des besoins...

Hortense Basea

## La nouvelle vie des enfants de la rue

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Sortir de la rue, c'est possible ! A Kisangani, la Maison Saint Laurent éduque, forme à différents métiers et réinsère avec succès des enfants en grande difficulté.**



Un vendeur des oeufs © Mongongo

Roger Otunga est parmi les diplômés d'Etat de juillet dernier, en section littéraire au collège Maele de Kisangani. Orphelin de père et de mère, il a été récupéré dans la rue par la Maison Saint Laurent, qui l'encadre depuis bientôt 10 ans. Son ami Lokombe César passe lui en 6e secondaire, toujours à Maele. Depuis 1989, la Maison Saint Laurent, des prêtres du sacré cœur, a formé et réinséré

dans la société 746 filles et garçons de la rue, délinquants ou en situation difficile.

Dans ce centre, unique en son genre en ville, ils apprennent la maçonnerie, la coupe-couture, l'agriculture ou la pisciculture. Après y avoir été formé, Joseph Bokuwa est, depuis 2010, chargé de chercher les adresses des enfants et de superviser le suivi de leurs déplacements : "Je suis devenu utile à la société. Ac-

tuellement les membres de ma famille comptent sur moi et me respectent, alors que j'étais méprisé." Michou Bokongo, a lui passé 12 ans à Saint Laurent. Il y a appris la menuiserie et la prière : "J'ai pris l'habitude d'aller chaque dimanche à la messe et aux réunions de la communauté ecclésiale vivante. Je suis économe à la menuiserie de la mission Saint Gabriel de Simi-Simi depuis trois ans."

### Réinsérés en famille

A Saint Laurent, les enfants formés pour apprendre un métier sont choisis notamment en fonction de leur participation aux activités d'une paroisse et de leur niveau intellectuel. "Après avoir séjourné une année dans le centre, l'enfant est orienté dans un domaine ou secteur d'intervention pour apprendre à lire et à écrire", explique Bruno Iteku, chargé de l'éducation et de la scolarisation. Durant toute sa formation, l'élève reste au centre. Ensuite, en fonction de son

degré d'apprentissage, il est remis à sa famille ou dans une famille d'accueil avec l'accord de sa famille. Saint Laurent lui remet un kit contenant une lampe tempête, une paire de draps, des vêtements et de l'argent pour sa réinsertion sociale.

Certains deviennent alors chauffeurs pour des ONG. D'autres font le gardiennage ou le taxi moto. Mais, malgré les efforts de la Maison Saint Laurent, plusieurs enfants continuent à passer la nuit dans les marchés et écoles de la ville, dans l'attente, eux aussi, de trouver un jour une nouvelle vie...

Gabriel Makabu

### ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

#### Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

#### Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso

Mail : journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.

- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.

- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France

Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31

Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

#### Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier

Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40

IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX

ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

**Beni**

## Aller à l'école, grâce aux comités de parents

**(Syfia Beni/Vision plus) Dans les écoles de Beni, pauvres et riches étudient ensemble. Avant chaque rentrée scolaire, les parents, regroupés en comités, déterminent avec les autorités scolaires les frais à payer. Le système est souple et adapté aux familles moins fortunées.**

Déjà en plein préparatifs, à quelques semaines de la rentrée prévue le 3 septembre prochain. Dans la salle de réunion de l'Institut public de Beni, école secondaire située au centre-ville, le comité de parents et l'équipe dirigeante définissent les frais à payer par chaque élève selon son option. Montant moyen qui tient compte des coûts de construction de nouveaux bâtiments et des frais de fonctionnement. "Pour un an, nous venons de fixer à 81 000 Fc (90 \$). Cette somme couvre tous les frais à payer", relève Angélu Kavutirwaki, secrétaire de l'Association nationale des parents d'élèves du Congo (Anapeco), section de Beni. En face, à l'Institut Bungulu, une autre école publique, parents et dirigeants définissent aussi ensemble les frais scolaires annuels des différentes filières : entre 90 et 125 \$.

Pour beaucoup, ces frais peuvent sembler élevés, mais, au final, les enfants des familles pauvres sont eux aussi scolarisés. Dans ces écoles, leurs parents peuvent en effet choisir le paiement mensuel ou verser les frais scolaires 'en nature', en amenant un régime de bananes, une poule ou une chèvre. Une souplesse rendue possible grâce aux comités de parents qui, au début des années 1990, ont pris l'engagement de supporter seuls les frais scolaires, de la maternelle au secondaire. A l'époque, les enseignants multipliaient les

grèves et plusieurs enfants abandonnaient les études. "Nous ne pouvons plus sacrifier comme par le passé. C'est notre devoir de payer leur minerval", insiste Jean-Pierre Mufunza, président de l'Anapeco-Beni.

### **Payer les enseignants, construire des classes**

La Constitution de la RD Congo consacre la gratuité de l'enseignement primaire, mais cette disposition n'a jamais été exécutée par les autorités. Par ailleurs, dans la plupart des écoles, les enseignants ne sont pas ou peu payés. "L'Etat est notre employeur. A lui de prendre ses responsabilités. Il doit allouer un salaire décent à chaque enseignant. Les parents sont venus à la rescousse de l'Etat, mais cela ne veut pas dire qu'ils le feront toujours !", revendique Jérémie Kasereka Kinyangwa, secrétaire permanent du syndicat des enseignants du Congo.

Pour éviter que les professeurs, découragés, ne désertent les écoles, les syndicats d'enseignants et les comités de parents s'entendent sur le montant de la prime allouée à ces éducateurs. Grâce aux cotisations des familles, ces derniers touchent en moyenne 80 000 Fc (près de 90 \$) qu'ils ajoutent au salaire de l'Etat dans un panier unique qu'ils se distribuent à la fin du mois. "Bien sûr, les enseignants sont des fonctionnaires et sont à la charge de l'Etat, mais celui-ci éprouve des

difficultés. Les parents supportent donc les frais. Notre avenir en dépend", assure Jean-Pierre Mufunza.

Les comités de parents construisent aussi des salles de classes. Leurs efforts sont soutenus par certains organismes qui les aident à les équiper. C'est le cas du Fonds social de la République, une ONG qui travaille avec le gouvernement, collecte des fonds et coordonne notamment la construction d'écoles. L'année passée, il a construit six salles dans la cour de l'Institut Bungulu pour un coût total estimé à 95 000 \$. Les parents ont participé à hauteur de 10 %, les 90 % restants ont été supportés par ce département public, atteste Muhindo Mulemberu, préfet des études de cette école.

Pour la division de l'enseignement primaire et secondaire de Beni, la construction de ces salles de classe est une très bonne initiative. En retour, elle encourage les enseignants à faire des efforts, car, ces derniers temps, des critiques se font entendre sur le niveau de la formation qu'ils donnent à leurs élèves. Robert Kambale Kibonge, le sous-proviseur de Beni, recommande : "Les écoles qui reçoivent des dons doivent le faire sentir aux parents, car c'est une avancée significative."

Kizito Siriwayo

**Beni**

## Deux écoles sortent les sourds-muets de leur isolement

**(Syfia Beni/Vision Plus) Longtemps privés d'enseignement, les sourds-muets de Beni prennent à présent le chemin de l'école. Avec le soutien d'ONG locales, ils apprennent à écrire, à communiquer et à mieux s'insérer dans la société.**

À 5 km du centre de Beni, en commune de Bungulu, au quartier Ndindi, quatre salles de classe construites en dur accueillent des sourds-muets. Au quartier Kalinda, au nord de la ville, une école avec six salles de classe (de la première à la sixième) reçoit exclusivement les sourds-muets. Depuis le début de 2010, ces jeunes élèves commencent petit à petit à s'intégrer dans la société grâce au langage des signes. Ils étudient et communiquent par gestes. Des enseignants formés à ce langage sont venus du Rwanda et de Kisingani où existe depuis longtemps une école spécialisée. De plus en plus, ces personnes handicapées brisent le silence qui les isolait et peuvent enfin s'instruire.

Selon Alain Kalungwana, directeur de l'école de Ndindi, 52 élèves sourds-muets, filles et garçons, sont inscrits dans cet établissement, mais seuls 22 d'entre eux ont passé les examens de fin d'année scolaire. Les nombreux abandons tiennent au fait que certains parents ne voient pas l'intérêt d'instruire ces enfants qui s'ex-

priment toujours par gestes. Mais les élèves qui ont poursuivi leurs études commencent à faire passer un message nouveau dans leur famille. Mme Zubeda, qui habite le quartier Kalinda, apprécie que son fils sourd puisse à présent mieux communiquer. "Ramazani, mon quatrième fils, aujourd'hui âgé de 18 ans, est en cinquième année du primaire. Il commence à produire dans un souffle des messages audibles, même s'il n'entend pas encore bien. À travers ses gestes, on peut mieux comprendre ce qu'il veut dire", se réjouit-elle. La famille a confié au jeune homme la vente d'essence. Et sa mère d'ajouter que "il fait bien son travail et ne perd pas son temps dans des distractions"

### **Les efforts des OSC**

Les OSC ont beaucoup milité en faveur de l'éducation et de l'instruction de ces enfants. Elles s'appuient sur l'article 40 de la Constitution congolaise qui stipule que "les soins et l'éducation à donner aux enfants constituent, pour les parents, un droit naturel et

un devoir qu'ils exercent sous la surveillance et avec l'aide des pouvoirs publics". Selon les statistiques du service des Affaires sociales, Beni compte environ 220 personnes sourdes-muettes ne bénéficiant d'aucun soutien. L'ouverture de ces deux écoles est apparue comme un espoir pour l'avenir de ces enfants.

C'est à partir de 2007 que le Fonds social pour le développement, sous la supervision du frère catholique Achille Bwakyankazi, l'un des anciens responsables du centre pour handicapés de Beni, a mobilisé les moyens pour la dotation de l'école de Ndindi. Les programmes y prévoient une formation professionnelle notamment dans les secteurs de la menuiserie, la fabrication de savon, la mécanique automobile, la coupe-couture et la coiffure.

L'école de Kalinda, elle, a vu ouvert ses portes début 2005, à l'initiative de personnes qui éprouvaient de la compassion à l'égard des sourds-muets. Pour le promoteur de cette école, ceux-ci ne doivent pas être marginalisés dans la so-

ciété car ils ont les mêmes droits que les autres enfants. "Voilà pourquoi, à la Radio Télévision nationale congolaise, dans le journal télévisé, les nouvelles sont données aussi aux sourds-muets par différents gestes", expliquait Innocent Mbulambe, un expert en communication, lors d'une formation sur l'écriture radio aux journalistes de Beni.

La société civile souhaite que l'Etat congolais appuie les promoteurs de ces écoles, car il est de son devoir d'encadrer toutes les couches sociales. Le président de la société civile souhaite que le gouvernement débloque des subventions et dotations afin de construire plusieurs écoles techniques en faveur de ces enfants. Il restera cependant à mettre fin à la discrimination à laquelle se heurtent ces personnes quand elles recherchent un emploi, alors qu'elles représentent une main d'œuvre importante et souvent appréciée, car consciencieuse.

Olivier Syasemba

## Territoire de Beni

# Des titres scolaires, passeports pour une nouvelle vie

**(Syfia Beni/Vision Plus) Dans le territoire de Beni, des enfants retrouvent le chemin de l'école dans des centres de rattrapage scolaire après avoir connu la rue ou la guerre. Ils y retrouvent des adultes analphabètes. Tous travaillent dur pour obtenir leurs premiers diplômes et se construire une nouvelle vie.**

**A**u sud du territoire de Beni, dans le quartier Pakanza, le Centre de rattrapage scolaire (CRS) Oicha 1er mobilise jeunes et adultes analphabètes. Trois écoles du même genre fonctionnent à Oicha. Jeannot, 19 ans, a obtenu dernièrement son certificat d'école primaire au CRS Mabapula. Avant, il avait passé deux ans dans une milice armée. Désormais, il étudie en section commerciale aux humanités secondaires : *"Je revenais du maquis lorsqu'on m'a accueilli dans ce centre. J'y ai fait trois ans avant d'entrer au secondaire. En classe, je n'ai pas de problèmes. Je réussis aussi bien que les autres. Parfois même mieux que certains ! D'ici trois ans, j'espère obtenir mon diplôme d'Etat."*

Selon Mawazo Nepanepa, responsable du service des affaires sociales en territoire de Beni, ces centres ont un objectif purement social. Ils sont ouverts à tous les enfants vulnérables qui ont dépassé l'âge scolaire et que les parents ne sont plus capables de scolariser. *"Nous voulons combattre l'oisiveté et la délinquance juvénile. C'est l'unique motivation de la création de ces*

*écoles"*, résume-t-elle. Répertoire à la division de l'éducation territoriale, ces centres dépendent directement du service des affaires sociales. Ceux qui y passent obtiennent des titres scolaires comme dans les autres écoles de la République.

Pour un cycle de trois mois, l'apprenant ne paye, pour le minerval, que 15 \$, contre 30 à 35 \$ dans une école classique. Il y est par ailleurs complètement exempté des frais d'inscription, de certificat de formation et de dépenses en matériels didactiques. Une opportunité, donc, pour des enfants défavorisés, issus de groupes armés, déplacés de guerre, ou qui vivent dans la rue. Dans ces centres, on trouve également de jeunes prostituées et des adultes de plus de 18 ans, qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école.

### "Jamais trop tard pour apprendre"

L'idée est venue de l'Unicef en 2008 au cours de la campagne "Toutes les filles à l'école". Plusieurs autres associations internationales et locales, notamment le Programme d'appui au peuple pygmée, l'OSC Enfant accom-

pagné pour le développement, l'ONG Solidarités et Oxfam ont suivi le mouvement. L'administration locale leur a cédé des terrains gratuitement pour construire des bâtiments, avec l'appui de l'Unesco et du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC).

Dans les CRS, la formation se fait en trois niveaux pendant trois ans. Le programme n'est pas différent de celui enseigné dans les autres écoles. Il est toutefois intense. Les plus de 18 ans suivent la même formation pour obtenir leur certificat d'école primaire. Même des pères ou mères des familles obtiennent ainsi des diplômes d'Etat. Parmi les élèves, certains sont orientés au foyer social. Ils y apprennent la menuiserie, la maçonnerie, la mécanique ou l'électricité. Avec, parfois, du travail à la clef. *"J'ai été engagé par les maçons qui construisent l'église catholique de notre cité"*, se félicite Etienne Musubao.

Ils sont nombreux, ces apprenants, jeunes et moins jeunes, à avoir repris confiance en eux. Pour Joseph Kombi, 40 ans environ, l'éducation n'est pas réservée à une catégorie de personne. Tous, filles et garçons, hommes

et femmes y ont droit. Et peu importe l'âge ! *"Après ma formation, j'ai reçu un brevet en menuiserie. Depuis, je réponds aux besoins de ma famille et je suis à l'aise, car je parle aussi un peu français. Avec mon brevet, je suis respecté et sollicité dans la cité"*, se félicite-t-il.

Debora Salama, directrice du CRS Oicha 1er, constate que ces élèves âgés sont réguliers en cours et obéissent à leurs enseignants, même quand ces derniers sont plus jeunes. Bénévoles, les professeurs bénéficient d'une prime de prestation variant entre 40 et 50 \$ le mois tirée de la cotisation de parents et adultes élèves ayant un peu plus de moyens. Selon certains enseignants, il n'est pas toujours facile de faire comprendre la matière à ces écoliers avancés en âge ou traumatisés par ce qu'ils ont vécu. Ces centres sont donc aussi des lieux d'accompagnement psychosocial. Professeur au CRS Mabapula, Mathe Siviavugha conclut : *"Nous leurs disons que c'est chacun qui donne sens à sa vie et qu'il n'est jamais trop tard pour apprendre."*

Pascal Muhindo Mapenzi

## Sud-Kivu

# Les manuels des OSC renforcent l'éducation civique

**(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) A Bukavu et grâce aux OSC, l'éducation civique, enseignée depuis 35 ans dans les écoles primaires et secondaires de RDC, retrouve un second souffle. Elèves, parents et enseignants apprécient d'avoir enfin des supports écrits et variés.**

**"**Toutes les questions posées aux examens d'état en juin dernier étaient tirées du manuel *Ma patrie* n°6. Je suis sorti de la salle, certain d'avoir répondu à toutes les questions. Et je viens d'obtenir mon diplôme !", se félicite Alpha Mweze, finaliste de l'école secondaire en pédagogie générale.

Le 18 juillet dernier, le Groupe Jérémie a présenté au public de Bukavu sa série de manuels sur le civisme : *Ma patrie* (numérotés de 1 à 6 pour chacune des six classes du primaire) et *Le citoyen* (de 1 à 6 également pour les six classes du secondaire). *Ma patrie* parle de connaissance de soi, de l'autre et de son milieu social, de morale et de paix. *Le citoyen* insiste sur les droits et devoirs du citoyen, le patriotisme, les valeurs sociales et républicaines, les courants idéologiques.

Les ouvrages de cette OSC ne sont pas les seuls. Initiative congolaise pour la justice et la paix (ICJP) a dernièrement publié *Obstacle* d'accès à la justice pour les victimes des violences sexuelles qui donne la cartographie judiciaire du Sud-Kivu. *"Nous avons décidé de publier ces livres pour éveiller le corps judiciaire à bien dire la loi et pour aider la*

*population à mieux s'orienter en cas de problème"*, résume Raphaël Wakenge, coordinateur d'ICJP. De son côté, dans ses activités de promotion de la paix et de lutte contre les discriminations, l'ASBL Héritiers de la justice a produit le Guide pédagogique d'éducation aux droits humains.

### Comblant un vide

En réalisant et en distribuant ces différents livres, les associations viennent combler un vide. Depuis 1977, l'Etat élabore en effet un programme d'éducation civique dans les écoles (primaires et secondaires) de RDC, mais sans y joindre de manuels. Même le mobutisme a été enseigné aux élèves pendant des années sans support pédagogique écrit... *"Chaque enseignant se documentait à sa façon pour constituer son cours d'éducation civique. Nous avons donc conçu *Ma patrie* pour relever le défi"*, explique Jean-Moreau Tubibu, animateur de noyaux territoriaux du Groupe Jérémie. Héritiers de la justice est également persuadé de l'utilité de ses manuels *"pour apprendre aux enfants à vivre en paix, afin que ces derniers communiquent ce*

*comportement à leur entourage"*, explique A. Mwendelwa, chargé de programme dans cette ASBL.

Objectif atteint, à en croire certains parents. *"Nous qui avons étudié à l'époque du mobutisme, nous ne connaissions pas les héros du pays. Mais, mes enfants m'ont parlé d'une lettre que Patrice Lumumba avait adressée à la jeunesse congolaise. J'ai compris que le système d'enseignement avait été réformé par l'apprentissage de l'Histoire de notre pays"*, observe Adrien Mugisho, un parent d'élève. Les manuels des OSC sont donc utiles aux enfants, à leurs proches, mais aussi aux étudiants, qui s'en servent comme documentation pour rédiger leurs mémoires. Ils ont surtout permis aux enseignants d'améliorer leurs cours d'éducation civique. *"Dans le temps, j'utilisais mon cahier du secondaire, mais il n'était pas trop riche... Maintenant, nous avons des manuels conformes au programme national et qui reprennent l'essentiel de l'Histoire congolaise"*, se réjouit Barnabé Wakilongo, enseignant dans une école de Bukavu.

Lydie Fazila Ombeni

# Les habitants doutent de la fin rapide des travaux de la voirie

**Il y a quelques semaines, la société chinoise Zenguei a repris les travaux de la voirie urbaine après plusieurs mois d'arrêt. Mais les habitants sont sceptiques quand à l'issue rapide des travaux vu la lenteur et les incohérences du chantier.**

Depuis le 23 juillet, l'entreprise chinoise Zenguei a repris les travaux de réhabilitation de la voirie urbaine après plusieurs mois d'arrêt. L'entreprise, qui était à court de liquidité, attendait que le gouvernement lui rembourse une partie des frais avancés pour les travaux. Sur la route du stade Lumumba, des ouvriers armés de bûches et portant des bottes débroussaillent et désensablent les caniveaux restés inachevés. D'autres brisent les moellons qui servent à la construction des caniveaux. Le va-et-vient des gros véhicules chargés des moellons extraits de la carrière située non loin du petit séminaire Mandombe a repris.

Ces travaux inachevés empêchent la circulation car plusieurs chantiers ont été ouverts à la fois sur plusieurs artères. L'accès des véhicules, voitures et charrettes dans les avenues est impossible, car les caniveaux en construction sont à un mètre au dessus du sol. "On se débrouille difficilement pour passer", déclare un chauffeur. Selon un enseignant de l'institut de bâtiment et des travaux publics (IBTP), "ils devraient aller tronçon par tronçon, au lieu de bloquer la circulation". En outre, quand il pleut, certains quartiers sont inondés car la construction des caniveaux se fait dans le sens contraire à l'écoulement de l'eau. Selon l'expert, ils devraient commencer de l'embouchure vers l'amont pour éviter les inondations.

## Indemniser la population avant de raser les maisons

L'euphorie de la population au lancement des travaux laisse place au scepticisme. Le dépassement du calendrier prévu pour la fin des chantiers et les différents arrêts font craindre que la réhabilitation reste inachevée comme de nombreux autres chantiers du gouvernement provincial dans ville. "Autrefois, nous voyions beaucoup d'engins et d'ingénieurs chinois en circulation, mais aujourd'hui leur présence est timide", explique Gustave, un vendeur de cartes téléphoniques. Le nombre réduit d'ouvriers ralentit le travail.

L'ingénieur Roger Rukuyenge reconnaît que certains Chinois sont partis avec l'arrêt des travaux. "Nous avions 360 travailleurs congolais et 44 chinois", précise-t-il. Les ingénieurs chinois reviennent petit à petit. Ce qui explique le nombre réduit d'ouvriers à affecter à



Travaux sur la route Buta, non loin du collège Maele © Mongongo

chaque ingénieur. Selon Rukuyenge, cela risque de prolonger le délai contractuel du 25 août au mois de septembre. Mais en voyant la réalité du terrain, ces travaux iront même au delà.

Un autre problème freine l'avancement de la chaussée là où l'assainissement et la construction des caniveaux sont finis – comme la route TP, ou le boulevard Lumumba –. C'est la présence des maisons aux abords de la route. Le gouvernement provincial doit en effet indemniser la population avant de raser ces maisons pour élargir la chaussée.

Trésor Mokiango

# Kisangani vibre au rythme de la francophonie

**En prévision du sommet de la francophonie qui se tiendra du 12 au 14 octobre de cette année à Kinshasa, plusieurs activités ont été organisées à Kisangani pour la promotion du français et de la francophonie. Pour Gilles Vaubourg, conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en RDC, ces activités rejoignent l'objectif de ce 14ème sommet qui se veut populaire et décentralisé.**

**25 août** : lancement du Centre Régional d'Ingénierie Pédagogique (CRIP) à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kisangani (ISP). Selon le professeur Paul Vitamara, directeur général de l'ISP, Ce centre permettra de mettre en place des méthodes efficaces et adéquates avec des outils disponibles localement pour un meilleur enseignement du français dans les écoles. Il permettra de former des formateurs pour la maîtrise de l'enseignement du français, initier les élèves à partir du primaire à l'outil informatique et l'Internet, former des inspecteurs de français, enregistrer et diffuser des émissions pédagogiques avec les médias... Cette salle est équipée par l'Ambassade de France avec 13 kits informatiques, une photocopieuse industrielle, un vidéo projecteur, un groupe électrogène, des tables et chaises, des matériels pour la connexion Internet, 1330 docu-

ments dont 90 dictionnaires et plus de 1000 ouvrages,...

Ce centre rentre dans le cadre du projet Sesam, (service pour l'éducation, le savoir et l'appui à la maîtrise et à l'usage du Français) de la coopération Franco-congolaise. Grâce à ce projet, des nouvelles ressources pédagogiques plus souples et moins contraignantes sont à la disposition des enseignants du Français. Il s'agit notamment des planchettes des bandes dessinées accompagnées des fiches techniques d'apprentissage. L'objectif est de pallier l'insuffisance des manuels scolaires d'apprentissage de la langue française à l'école primaire et secondaire par des outils disponibles.

**25 août** : le soir à l'Espace situé au Terrain Tennis où se tient une kermesse, la musique, le théâtre, saynètes, danses traditionnelles et modernes, ... avec les artistes locaux était au rendez-

vous une façon de populariser la fête de la francophonie.

**24 août** : L'alliance Française de Kisangani a organisé une conférence débat sur le thème, "Langue française et échanges économiques dans un carrefour : culturel : l'est de la RDC". Cette conférence avait pour but de réfléchir sur le défi de perpétuer l'usage de la langue française à l'Est de la RDC qui est plus ouvert aux pays anglophones (Ouganda, Tanzanie, Soudan, Dubai, Chine, ...) qui utilisent le français. Les ongs qui donnent les rares opportunités d'emploi exigent aux travailleurs la connaissance de l'anglais. Les jeunes de Kisangani qui veulent commercer partent vers l'est, et non l'ouest ou le sud, et font l'effort d'apprendre les bases de l'anglais. Logique économique derrière la langue anglaise. Mais le français reste forte car c'est la langue administrative,

langue d'enseignement, langue de l'armée, langue de la justice, langue des médias, langue du commerce ou des affaires, etc Les participants ont proposé d'investir dans l'enseignement du français dans les écoles et universités ; que la francophonie donne aussi une valeur économique au français et de créer des centres d'alphabétisation pour les femmes dans les quartiers car elles sont les premières à parler avec les enfants et de trouver des lieux des loisirs où les jeunes peuvent discuter en français. Par exemple des jeux des scrabbles dans les associations des jeunes.

Monsieur Armand Kasumbu, présent de l'Alliance Française de Kisangani a confirmé la renaissance de cette Alliance dans la ville. Plusieurs activités culturelles seront désormais organisées (conférence chaque mois, exposition des œuvres d'arts dans le hall, ...).

Pepe Mikwa

# Grâce à leur association, les payeurs étudient

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Désireux d'apprendre à lire et à écrire et à se former à d'autres métiers, des payeurs accèdent à différentes formations financées par leur association. Mieux gérée, cette dernière est un exemple à Kisangani.**



Traversée du fleuve en pirogue à pagaie © Mongongo

**N**ous pouvons faire autre chose que la pagaie !" A Kisangani, l'Association des payeurs exploitants la traversée sur le fleuve Congo par pirogue (Apetrap), est aujourd'hui portée par cette certitude. Composée de 300 jeunes membres actifs, dont seuls deux ont un diplôme d'Etat, elle envoie depuis 2010 ses adhérents dans des centres d'apprentissage des métiers et d'alphabétisation. Elle les sélectionne en fonction de leur motivation et de leur disponibilité et finance leur formation à l'Institut national de préparation professionnelle (INPP).

Les premiers résultats sont là. Parmi les payeurs formés, Folo Yabuli explique fièrement : "Je sais à présent conduire un véhicule et en déterminer le ton-

nage." En attendant les réponses à ses différentes demandes d'emplois, il continue d'assurer la traversée sur le fleuve. Jacques Kombozi a lui suivi des formations en menuiserie et en informatique. Aujourd'hui, il se dit fier de fabriquer lui-même les meubles de sa maison. Il a par ailleurs travaillé pendant un an comme agent de saisie dans un cybercafé. Lui qui a abandonné les études en 4<sup>ème</sup> des humanités parvient désormais à lire et à écrire. Reconnaisant envers l'Apetrap qui a fait qu'il puisse devenir ce qu'il est maintenant, il a décidé de servir l'association après en avoir été nommé président.

Les payeurs sont formés dans divers domaines. Elvis Botua vend des chaises, des tables et des portes. Abedi Tshomba gagne

sa vie dans différents chantiers de construction : "Maintenant, je fais bien les plans d'une maison, moi qui me suis limité en 1<sup>ère</sup> année secondaire." Il ajoute préférer son nouveau travail à la traversée. Toutefois, tous les payeurs continuent leur métier d'origine 3 jours/semaine et consacrent 3 autres jours à développer de nouvelles activités en rapport avec leurs formations pour compléter leurs revenus.

## Nouvelle gestion, nouveaux projets

Ces formations représentent des opportunités financières, mais aussi une ouverture d'esprit. "Depuis ma formation en 2008, je commence à lire et écrire en lingala et en swahili, alors que je me suis limité en 6<sup>ème</sup> primaire !", se réjouit Mosongo. Jean Basila et Jean Matthieu Sengi, formateurs à l'INPP, observent qu'au début, les payeurs comprenaient difficilement certaines théories, étant donné leur niveau d'études très bas. Avant de se familiariser avec de nouvelles idées pour se développer, ils gaspillaient l'argent de l'association par exemple pour la nourriture pendant les réunions. "Nous dépensions beaucoup pour commander des tissus wax et confectionner des uniformes", regrette un des anciens membres du comité directeur.

Aujourd'hui, Apetrap exploite 4 beach et gère de façon plus durable l'argent qu'elle perçoit à chaque traversée d'une pirogue. A la fin de la journée une partie

des sommes récoltées est placée dans la caisse de l'association et le reste va aux payeurs et aux kapitass, choisis parmi les membres pour veiller à ce que les passagers traversent dans les conditions de sécurité requises.

Après avoir acheté un terrain au quartier Wagenia dans la commune Lubunga, le président d'Apetrap affirme que son association a réuni 887 000 Fc (environ 1 000 \$) pour y démarrer les travaux d'une école de récupération des enfants de 6 à 15 ans pour la 1<sup>ère</sup> primaire et d'un centre d'autodidactie. Auparavant, en 2002, elle payait les enseignants et louait les salles de cours pour l'alphabétisation de ses membres. L'idée était de faire en sorte que moins d'enfants de ce quartier n'abandonnent les études pour se lancer dans le petit commerce ou le mariage précoce.

Créée en 1994, Apetrap a donc évolué, mais semble restée fidèle à sa vocation initiale : diminuer le chômage en formant ses membres. Enseignant à l'Université de Kisangani (Unikis), le chef des travaux Clément Mangubu, natif de ce quartier, salue une nette évolution, chez des personnes qui, avant, ne vivaient que de la pêche, sans être bien organisées. Fiston Lokawe, assistant à l'Unikis, abonde dans le même sens : "Comme ancien payeur, j'encourage leurs initiatives qui servent d'exemples positifs aux autres associations."

Monique Beligo

## Ayali Otuka, diplômé d'Etat à 54 ans

**En dépit de ses 50 ans passés, Ayali Otuka, vient de d'obtenir son diplôme d'Etat, soutenu par ses enfants en classe avec lui. Ce menuisier a fait preuve de courage et de persévérance pour y arriver.**

**A** 54 ans, Ayali Otuka, menuisier de son état, a décroché son diplôme d'Etat cette année avec 57 % au centre Wanyalukula à Ubundu 2, après avoir échoué l'an passé. "J'avais du mal à m'adapter à la façon dont on enseignait après plusieurs années et le manque de lecture" explique-t-il pour justifier cet échec. L'annonce de ce résultat au mois d'août a été le grand jour de sa vie. Son rêve était réalisé.

En 1978, il a obtenu son brevet D4 (six ans primaires et 4 ans secondaires avec aptitude pratique au travail. un cycle court) dans la section pédagogique. Plus de 30 ans après, son brevet, haut niveau d'étude, à l'époque pour travailler dans la fonction publique ne valait plus rien face aux jeunes qui font de plus en plus des études universitaires pour entrer dans la fonction publique. Il ressentait comme un complexe d'infériorité malgré les

multiples services qu'il rendait à l'administration territoriale.

Il a étudié à l'Institut Mapendo à 25 km sur la route Lubutu, "avec des élèves qui ont l'âge de mes enfants. Il arrivait parfois que le préfet nous gronde mais je le respectais toujours malgré mon âge", explique-t-il. Il rêve aujourd'hui de faire l'université. "Je suis un vieux singe qui saute ensemble avec les petits. Il n'y a pas d'âge pour apprendre", dit-il. "Ce monsieur a toujours un esprit d'initiative et il veut continuer les études", témoigne l'un de ses amis. "Nous l'avons vraiment encouragé quand il a eu cette initiative en 2010", témoigne Ghyslain Baraka, un autre ami.

### Un exemple de courage pour les jeunes

Avec son brevet de D4, il a été tour à tour, enseignant à l'école primaire Djalé à 2 Km

de Kisangani, conseiller de la collectivité Wallengola à 125 km d'Ubundu, puis délégué du conseil de la collectivité territoriale de 1987 à 1991. Le faible revenu de ces métiers l'ont poussé à se lancer dans le commerce de bois, et d'huile de palme. "J'ai gardé toujours le souci d'étudier malgré ces fonctions que j'occupais" affirme Ayali Otuka d'un air ambitieux. "Actuellement je scie de bois et fait la menuiserie, un métier hérité de mon père", témoigne-t-il fièrement.

Ayali Otuka, se faisait aider sans complexe par ses enfants à la maison. Son deuxième fils lui enseignait les mathématiques et la physique à la maison. "Souvent je payais des répétiteurs pour d'autres cours comme la dissertation", affirme Ayali Otuka.

Profitant de son statut de président des parents de l'école primaire Litchomoya (celle là même qui l'a formé), située à Litchomoya à 118 km du territoire d'Ubundu, il a convaincu les parents à déboursier pour fabriquer des bancs. Menuisier, il n'a pas hésité lui-même à fabriquer des bancs, les tableaux et autres matériels. "Aujourd'hui l'école est agréée et mécanisée par l'Etat, c'est ma fierté", se réjouit Ayali Otuka.

**Dakwa**

## Pas assez d'enseignants et plus de section pédagogique

**(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) La suppression de la section pédagogique à l'Institut Lungani pour laisser place aux sciences et à la coupe-couture consterne la communauté et la société civile de Dakwa. Dans cette région, située à environ 500 km au nord de Kisangani, les enseignants sont rares et vieillissants.**

Première et... dernière promotion d'enseignants ! Aux examens d'État de juin 2012, l'Institut Lungani a présenté 11 candidats en pédagogie générale. C'était la promotion initiale de maîtres formés sur place, à Dakwa, un poste d'État situé à 90 km environ d'Ango, territoire du Bas-Uélé, à environ 500 km au nord de Kisangani. Mais, cette promotion sera l'unique et la dernière, car, selon un arrêté ministériel de 2011, l'Institut devra organiser seulement les sections scientifique (maths, physique) et coupe-couture. La décision est irréversible.

"Pour avoir des élèves dans chacune des sections, nous avons proposé de garder celle de pédagogie générale ou de l'éliminer progressivement, à mesure que les élèves montent de classe", explique Benjamin Ndukunvutu, préfet de cette école. Il regrette que, lors de son passage en juin dernier, le chef d'antenne du Secope (Service de contrôle et de paie des enseignants), ait estimé que cette décision hiérarchique devait être strictement appliquée.

"Je ne sais pas si ces nouvelles sections auront un impact dans notre milieu. Cet arrêté est malvenu, il ne reflète pas les attentes actuelles de la base", estime Marcel Ogibo, chef de poste d'État de Dakwa. Même scepticisme chez Laurent Gambolipay, président de la société civile locale : "Nous avons écrit au coordinateur pour lui signifier que la communauté a besoin de former davantage d'enseignants pour remplacer ceux, nombreux, qui doivent

aller en retraite."

Sous le poids de l'âge, plusieurs d'entre eux sont, en effet, tout le temps malades et absents. Et, parmi ceux qui viennent encore, certains ne tiennent plus deux heures debout ou s'endorment aussitôt la récréation... "Avant, on enseignait par exemple la lecture debout pour que les élèves assimilent aussi à travers leurs gestes. Mais, cela n'est plus le cas dans nos écoles", regrette Emmanuel Mbahala, directeur adjoint à l'École primaire (EP) Mika, une école de garçons. "L'année dernière, seuls 12 des 46 candidats au test national de fin d'études primaires ont réussi", souligne Célestin Balingbongbo, directeur de l'EP Nakpio. Depuis 60 ans dans le métier, il semble, lui aussi, fatigué et se demande : "C'est quand l'âge de la retraite finalement ?" Depuis 2008, son école fait piètre figure à cette épreuve. Pour lui, aux degrés élémentaire et moyen, les enseignants n'insistent plus assez sur les bases essentielles : calcul, lecture et écriture.

### Maîtres rares, élèves pénalisés

Partout, les maîtres manquent. L'école primaire de la mission protestante a recours à ses meilleurs élèves pour "enseigner". Quant à l'unique école maternelle de la place, après quatre ans sans fonctionner, elle n'arrive toujours pas à démarrer, faute d'enseignants. "En juin dernier, lors d'un conseil pédagogique, vu les mouvements des déplacés, nous avons pensé augmenter le nombre d'écoles primaires pour encadrer les enfants, mais la grande dif-

ficulté est de trouver des enseignants...", lâche Emmanuel Mbahala.

Les maîtres sont d'autant plus rares à trouver que leur travail est très mal rémunéré. Bien qu'ils soient, en général, mécanisés, nombre d'entre eux ne sont pas du tout payés, parfois depuis plus d'une décennie. Ils comptent donc sur les maigres interventions ponctuelles des parents (1 000 Fc soit 1,10 \$ pour le cycle secondaire et 500 Fc pour le primaire) par mois, payées parfois difficilement. Les élèves compensent en allant travailler dans les champs des enseignants...

On le voit, à Dakwa, les changements annoncés dans les sections posent différents problèmes. A l'avenir, le préfet ignore où trouver des maîtres. Il déplore que sa seule issue soit de recourir aux diplômés en maths-physique, non formés pour enseigner. Pour sa part, l'abbé Dominique Nzamba, chargé de la pastorale scolaire, se demande d'où viendront les machines, les tissus, etc. pour la coupe-couture. Pour plusieurs spécialistes, ces communautés locales, essentiellement agricoles, ont d'abord besoin d'instruction et de maîtres formés à cela.

Pour l'heure, les élèves inscrits en pédagogie devront changer d'option ou aller ailleurs. Les écoles les plus proches qui organisent cette option se situent à plus de 80 km... De nombreux parents disent ne pas avoir les moyens d'y envoyer leurs enfants.

Trésor Boyongo

**Lubutu**

## Les déplacés affluent mais l'aide humanitaire ne suit pas

Depuis le mois de juillet, les affrontements entre les forces armées de la RDC (FARDC) et la milice Mai Mai Raia Mutomboki dans le territoire Walikale au Nord-Kivu ont jeté de centaines des familles sur les routes. Beaucoup se sont établies à Lubutu, territoire voisin situé dans la Province du Maniema à 245 km de Kisangani. La commission tripartite (le Bureau du territoire, le Bureau de la cité et la mutualité des ressortissants de Walikale) a dénombré près de 440 ménages déplacés dans la cité de Lubutu sur un total de 700 dans tout le territoire. Ces derniers ont été accueillis par des familles locales. Selon Tamimu Isiaka, président de la mutualité des ressortissants de Walikale (MUREWA), ces déplacés sont venus à pied ou en véhicule des localités de Mubi, Njingala, Osokari et Walikale centre à 200 km de la cité de Lubutu.

L'administrateur du territoire de Lubutu informe que ces familles vivent dans des conditions précaires car la population locale est elle-même démunie malgré sa bonne volonté. Les déplacés manquent de nourriture et de biens de première nécessité. "Nous avons fui les combats et nous avons peur de rentrer chez nous car nos villages sont devenus des champs de bataille. Malgré la calme apparent, les Raia Mutomboki ont promis de revenir. Comment pouvons-nous rentrer dans ces conditions ?"

explique une maman rencontrée sur l'avenue Ubumu à Lubutu, qui a tout perdu. Mais, les familles d'accueil sont lassées de les aider. Heureusement pour eux, les soins médicaux sont gratuits à l'hôpital général soutenu par Caritas depuis le départ de MSF.

### Les prix des denrées alimentaires ont explosé

Les familles d'accueil amènent les femmes déplacées aux champs pour cultiver et chercher des bois de chauffe. D'autres déplacés se débrouillent comme ils peuvent. Certains, comme Sumaili Watuta, fréquente déjà une carrière minière pour trouver de quoi vivre.

Par ailleurs, la présence de ces déplacés a fait grimper les prix des denrées alimentaires sur le marché. Un gobelet de haricot est passé de 500 Fc à 800 Fc, un gobelet de farine de manioc de 70 Fc à 120 Fc et le prix d'une bouteille d'huile de palme a doublé. Le président de la société civile de Lubutu déplore cette hausse des prix qui ne fait qu'aggraver la situation.

Fin août, l'administrateur du territoire, la Caritas, et MUREWA ont lancé un appel au gouvernement central et provincial pour réclamer de l'aide afin de favoriser le retour des personnes déplacées.

Djaludi Sheriff

# Des écoles modernes à l'écart de la ville enfin opérationnelles

**Les premiers élèves du complexe scolaire d'amitié sino-congolais sont enfin en train d'être inscrits. Installée à l'écart de la ville, cette école tout comme celle d'excellence récemment construites, donne déjà l'impression d'abandon. Pourtant elles sont nécessaires à la population du quartier éloignée des écoles.**



Depuis peu, un communiqué passe dans les médias pour inviter les parents à venir inscrire leurs enfants au complexe scolaire d'amitié sino-congolais. Seules les classes de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveau primaire et deux du secondaire en progression ouvriront leurs portes à cette rentrée. Selon les autorités de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) tout est réuni pour faire fonctionner cette école moderne construite il y a trois ans sur la rive droite de la rivière Tshopo et remise aux autorités en octobre 2011. Jusqu'alors

certains se demandaient quand elle ouvrira ses portes tant elle donnait l'impression d'être négligée : les couleurs qui y brillaient avaient terni, les herbes envahissent la cour, les bâtiments et la clôture. Depuis le départ des constructeurs chinois, l'entretien se fait quand on annonce la visite d'une autorité, confie Okandjo Opanga, un habitant proche de l'école qui a participé à la construction.

Il y a trois ans, c'est l'école de l'excellence construite en 2005 sur la route de l'aéroport de Bangboka, à 10 km du centre ville, qui a accueilli

ses premiers élèves. Selon Bernard Wabenga, faute de moyens cette école destinée à recevoir les élèves excellents venus de toutes les provinces n'a pas atteint son objectif.

## Un soulagement

Ces belles écoles construites à l'écart de la ville ne sont pas entretenues ni même utilisées comme prévu. Les autorités évoquent toujours l'absence des moyens. Par ailleurs les milieux où elles sont bâties, jadis peu peuplés, sont de plus en plus habités. De nombreux élèves sont donc loin des nombreuses écoles installées en ville et ces nouveaux établissements sont plus que nécessaires pour certains d'entre eux. D'autres traversent le pont Tshopo et parcourent de longues distances pour aller à l'école sur l'autre rive. La population de la rive droite de la Tshopo, bénéficiaire de l'école d'amitié qui déplorait son délabrement souhaitait qu'on y loge une ou deux écoles dont les élèves étudient sous les arbres.

Senghor Lubanda

## PRIX "PLUME MONGONGO"

1<sup>ère</sup> édition

A l'occasion de son troisième anniversaire (31 juillet 2009 – 31 juillet 2012) ; le Journal Mongongo a organisé un Prix dénommé "PLUME MONGONGO" ouvert aux Etudiants en sciences de l'information et de la communication (SIC), aux lecteurs et aux jeunes journalistes.

Sur un total de 19 candidatures reçues, 13 étaient les lecteurs, 4 étudiants de SIC et 2 journalistes. 5 femmes ont postulé.

Les résultats se présentent de la manière suivante selon les catégories retenues :

Catégorie journaliste d'un jour : Ekombela Misha Donat de la Commune Tshopo et Aboubacar César habitant la commune Kabondo,

Catégorie Etudiant SIC: Liboga Dido habitant la commune de Mangobo

Catégorie Jeune journaliste Ahanzwa Mauwa La vie da Ralik et CCTV

Dans les prochaines éditions, vous découvrirez ces reportages sur les problèmes que rencontrent certains quartiers de la ville sur lesquels les jeunes ont attiré notre attention.

Arrêté provincial n°01/IAN/096/CAB/PROGOUV/PO/2012 portant fixation des frais de scolarité pour l'année scolaire 2012-2013

L'article 1er dispose que les taux des frais scolaires pour l'exercice 2012-2013 dans les écoles publiques et privées agréées de tous les réseaux et régimes de l'Enseignement national en Province Orientale sont fixés de la manière suivante :

- Enseignement maternel et primaire : 1 400 FC
- Enseignement général et normal : 2 300 FC
- Enseignement technique, commercial et social : 2 700 FC
- Enseignement technique professionnel : 4 250 FC

En son article 2, il précise que les frais dont il est question ne concernent pas les classes de 1<sup>re</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> années des Ecoles primaires publiques mécanisées. Ils sont versés par chaque élève, auprès du chef d'établissement avant le 6 octobre 2012.

## ECHOS DE PROVINCE

### Ubundu : des adeptes d'une secte détruisent des statues de la vierge Marie.

Le 2 août vers 15h, un monsieur nommé Abraham Jérôme Nasonia qui se réclame de l'Eglise kimbanguiste, accompagné de 18 fidèles armés de haches, machettes et marteaux ont détruit deux statues de la vierge Marie et une de Saint Joseph à la paroisse catholique d'Ubundu, territoire situé à 125 km au Sud Est de Kisangani, sur la rive gauche du fleuve Congo. Ils sont venus de Batiamukuku, un village à 35 km d'Ubundu où Abraham Jérôme Nasonia a établi son quartier général. "Vouloir ou pas vous allez croire à papa Simon Kimbangu qui est mort pour nous libérer de nos péchés", scandaient les adeptes de cette nouvelle secte.

Abraham Jérôme Nasonia dit être le roi que Simon Kimbangu a prédit dès 1921. Il vient détruire toutes les églises qui adorent les statues et qui prient au nom de Jésus Christ pour accomplir la prophétie. Il fera ce travail dans trois pays : le Congo Kinshasa, Congo Brazza et l'Angola. Selon lui, seule l'Eglise kimbanguiste doit exister car S. Kimbangu est le seul sauveur. A. J. Nasonia et ses adeptes sont aux arrêts. L'Eglise Catholique locale a demandé à ses fidèles qui voulaient également détruire l'Eglise Kimbanguiste de se calmer pour préserver la paix et la concorde.

De leur côté, les deux ailes de l'Eglise Kimbanguiste, "la résolution" et "26 = 1", disent ne pas se reconnaître dans cet homme.

Mais le représentant du synode protestant, le Révérend Pasteur Amisi, chef de district de la 21e CNCA donne lui une explication biblique. Au dernier les églises et les nations se combattront entre elles.

Fidèle Utula

### Isangi : cinq ans de la caisse de solidarité qui soutient la lutte contre la maladie du sommeil

Samedi 11 août, plus de 3000 \$ ont été collectés par la Caisse de solidarité des habitants d'Isangi à la cathédrale Marie médiatrice. Une collecte spéciale en marge de la célébration du cinquième anniversaire de ladite Caisse. Plus de 200 personnes venues d'Isangi et d'ailleurs ont pris part à cette grande cérémonie.

Elle a été créée après le départ de l'organisation Médecin sans frontières Belgique, en 2007, qui soignait les malades de la trypanosomiase humaine africaine, pour encourager la communauté à s'approprier et à poursuivre la lutte contre cette maladie parasitaire connue sous le nom de la maladie du sommeil transmise par la mouche tsé tsé.

Dans son adresse, l'administrateur du territoire a valorisé le fait qu'elle a permis à tous toutes tribus confondues, de se mettre ensemble pour combattre la maladie du sommeil qui lamine leur communauté.

En cinq ans, la caisse a fait des aides appréciées de tous, nombreux, qui ont participé à cet anniversaire, mais dont l'impact sur la maladie est difficile à percevoir. Selon l'infirmier superviseur de la maladie, celle-ci continue à sévir. Les données du premier semestre de cette année font état de 110 nouveaux cas dont on a pas encore enregistré de décès.

Pour d'amples informations sur la maladie du sommeil dans cette région, lisez "Isangi, la maladie du sommeil tue toujours" dans le numéro 55 de votre Journal du 17 mars 2012 ou sur internet [www.syfia-grands-lacs.org](http://www.syfia-grands-lacs.org) ou le blog [www.journalmongongo.over-blog.com](http://www.journalmongongo.over-blog.com).

Elie-Trésor Lobanga

# Kwa msaada ya mkutaniko wao wavuta kafi wanasoma

**(syfia Kisangani/medias pour la paix et la démocratie) Kwa hamu ya kujuwa kusoma na kuandika ,na na kufahamu kazi ingine , wavuta kafi wanaingiya katika mafundishomba limbali ikilipwa na gundi yao,inaochungwa vizuri,hiyo ni mfano hapakisangani.**

**I** Tuna weza kufanya kitu ingine kuliko kuvuta kafi!" Hapa Kisangani, kuundi ya wavuta kafi wanaotumika kwa mavusho ku jito congo na mtumbu (Apetrap) ,leo inamusimamo huo. Imewakusanya vijana 300 wanamemba yani wa wili tu ndio wana cheti ya sserkali ama diploma d'Etat, toka mwaka 2010 imetuma wanamemba wake kwa ma centres ya ufundiya kazi pia ya kusoma. Imewachanga kufatana na ombi la kila mumoja pia mapashwa yao nakulipa feza juu ya mafundisho yao ku institute national de preparation professionnelle (INPP).

## Resultat ya kwanza imeonekana.

Kati ya wavuta kafi walio fundishwa, Folo Yabuli amefasriya na demba yote ya kama : "Nimejuwa kutembeza gari na kufahamu kilo". Wakati amengoja majibu kwa maombi yake ya kazi, ameendelea kuvusha ku jito kongo. Jacques Kombozi yeye alifata ufundi ya menuiserie pie ya informatique. Leo amesema na furaha namna ametengeneza yeye peke vyombo ya nyombo yake Na alitumika muda ya mwaka mzima katika cyber café moja. Yeye alieye acha masomo ku 4ème ya humanités na sasa anajua kusoma na kuandika. Nimwenyi kukubali Apetrap ilotenda yenye yeye leo amekuwa, ndio alikusudiya kutumikia kikundi hata amechaguliwa prezident. Wavuta kafi wamefundishwa kazi

mbali mbali. Elvis Botua ameuzisha viti, meza piya milango. Abedi Tshomba ni mwenyi kutumika katika majengo mbalimbali na kuishi : "sasa nafanya vizuri ma plans ya nyumba ; mimi niliye simama tu ku 1 ère année secondaire "Na amependa kazi yake yasasa kuliko ya kuvusha. Tena wavusha wanaendelea na kazi yao ya zamani mara 3 kwa juma na siku 3 ingine ya kuendelesha makazi nyipya kufwatana na mafundisho yao kwa kuongeza pato.

## Uongozi nyipya, miradi nyipya

Mafundisho hiyo yameleta maana ku pato, tena mafunguo ya mafahamu.

"Toka mafundisho yangu ya 2008, ni meanza kusoma na kuandika ku lingala na Swahili, na mimi niliishiya tu ku 6ème primaire!" akifurahi Mosongo. Jean Basila na Jean Matthieu SENGI, waalimu ya INPP walitambua ya kama mbele wavuta kafi waliokuwa na shida ya kufahamu mafundisho mengine, kufwatana na hali yao chini ya masomo. Mbele ya kufahamu mafikiri mapya juu ya maendeleo walikuwa na haribu feza ya kikundi kwa mfano juu ya chakula wakati ya mikusanyo. "Tulikuwa na haribu feza nyingi kwa vitenge na kushona ba uniformes" akisikitika mwanamemba moja wa zamani ya kamati, leo, Apetrap imetumiy vifugo 4 na kuongoza vizuri feza wanopata kwa kila kuvuka kwa mutumbu. Mwisho wa siku nusu ya



feza ilikongolewa imewekwa kwa kesi ya kundi na ilinaobaki kwa wavushaji na wa kapita, wailochaguliwa kati ya wanamemba juu wanaovuka wavuke katika usalama. Kiisha kununuwa kiwanja ku quartier Wagenia mtaa Lubunga, prezident wavApetrap amehakikisha ya kama kundi lake imekusanya 887 000 fc karibu (1000 \$) kwa kuwanza kazi ya majengo ya masomo ya kuwafundisha watoto ya toka miaka 6 mpaka 15 ku somo la kwanza ya primaire na centre ya autodidactie. Mbele ku mwaka 2002 walilipa waalimu na kulipia ma salles ya kusoma juu ya wanamemba wake. Wazo kuu ni juu nusu ya watoto waneoneo hiyo wasiache masomo juu ya

viashara ndogo ndogo ao ndoa iso na msingi.

Iliundwa 1994, Apetrap ieendelea, na kubaki aminifu kwa uwito yao ya mbele:kupunguza chomage kwa kuwa fundisha wana memba. Mwaalimu ku university ya Kisangani (UNIKS) chef de travaux Clément Mangubu, mzaliwa wa kijiji hiyo, amefurai na maendeleo kwa watu mbele walikuwa naishi uvuvi bila kuwa organisée. Fiston Lokawe, assistant ku UNIKIS ni mwenyi elekeo hiyo. Kama vile mvuta kafi wa zamani,nawapatiya moyo kwa mawazo inaoleta mifano nzuri kwa magundi mengine.

Monique Beligo

# Ma shule ya ufundi ni yenye kutamaniwa zaidi na wasika

**(syfia kisangani / médias pour la paix et la démocratie) fundi la gari, wa umeme, kujenga nyumba... Wasika hawana tena woga kwa masomo na kazi iliyo wekwa juu ya vijana wanaume. Kutoka kwa njia hiyo fupi na ufundi wana pata kwa jumla kazi moja.**

**R**ebbecca Matembe,wa miaka 15, mwenyi kupatikana kati ya wa mecaniciens 10 ku garage Mercedes, karibu na banki kuu ya Kisangani. Akivaa nguo za kazi, amaenyangu bila shida kesi ya vyombo kwa kutengeneza moteur ya gari." Nimepita kusomo la nne secondaire ya mécanique ku shule Chololo.kila siku nyuma ya masomo ni mepita hapa kwa kuijfunza kwa matendo yale niliyoyasoma ku masomo. Na inaniruhusu kuendelea vizuri na masomo yangu", mafasirio yake. Rebecca hakukuwa na ginsi( moyen )ao wakati ya kusoma masomo marefu.Toka alipoanza ufundi huo, wamemuleteya nyumbani ma pikipiki ya kutengeneza. Na nimwenyi kupata katika maisha yake.Jadot Kinyama,mkubwa wake wa garage ,amefurahi naye:" wakati sisi tupo na kazi nyingi, Rebecca amebaki tu na hali yake kamani mwenyi kuanza sasa kazi yake!" Siyo mbali na pale ku garage de la paix ,ngambo ya hotel congo Palace, ametumika Abuko Vale Brigitte,wa umri ya miaka 23. Kuto kuwa na ginsi alikata masomo yake ya kushona coupe couture na kutamania ufundi ya gari . Njia fupi kwa kupata kazi."N a ni babae aliyekuja kumuandikisha . Na ninafurahi na kazi yake " alijulisha bwana Kahindo, mwenyi mali ya hiyo garage.Bibi Abuko amefurahi piya: " nina mulinda mtoto wangu na prime ya mwezi pia matabishi mengine ninayoyapata, dola 120 mpaka 150 ni mbali malipo ya mtumishi wa serkali ( mtu wa chini ku serkali amepokeya chini ya dola 50)!

## Kazi na funguwa

"Kiisha miezi sita ya mafunzo, anaefundishwa

anaweza kutumika na si,ku garage kama tumekosa watumishi.Kati ya walio fundishwa nasi, wamoja wamekuwa ma dereva ya mawaziri ao wenyi mali, wa clients wanaowavumbuwa wakati ya kutengeneza ma gari zao kwetu." Jadot kinyama alihakikisha , prezidenti ya gundi ya wenyi ma garages hapa kisangani.

N a kama wote hawana bahati, wasika ni wenyi wengi kutumika na wanaume kwa ma ateliers. Mji ina masomo sita ya ufundi.Na ya kubwa ndiyo shule chololo iki ongozwa na wa frères maristes ya eklezia katolika.Mwaka huu ,kwa wanaoandikishwa 67 ku mécanique ku somo la tatu, Rebecca ni mseka moja tu na kufwata masemi ya frère Edouard Yaata muongozi wa shule hiyo,waseka 28 wameandikishwa ku masomo ya électricité, maçonnerie ,construction na automobile. Ni kusema zaidi ya wanafunzi 13 ya mwaka jana.NI maendeleo kamili masemi ya préfet akichunguwa wanaomaliza masomo ku pédagogie ama littéraire ni ku gumu kupata kazi.

Inspection ya masomo madogo, secondary pia mafunzo Orientale 1 amejitetea sifa ,pia ,kwa idadi ya wasika kwa ma option ya ufundi iliopita mwaka 2012 : Wa finalistes 55 ku mécanique générale, mécanique automobile,électricité ,construction na minuiseries vidi ya 20 mwaka jana. Tena wakati ya kuanza mashindano ya serkali ya mwaka huo, Brigitte Nyapudre, inspectrice wa jimbo, alijulisha ya kama mwaka huu wanafunziwengi hakusoma kwa ma sections hizo na idadi ya wasika imebaki chini zaidi . NA ngambo yake amejulisha ya Kama inchi yetu RD congo ni ku majengo na yana lazima ya wa macons wa electriciens ma dereva, mecaniciens

na kadalika. Kwa hiyo office ya voirie na drainage pia ma shirika mengine wanao kazi ku muji, watumiye vijana, hat wenyi wanaoendelea na kusoma.

## Kupunguza malipo ya masomo

Alialikwa kwa mafungo ya promotion ya kwanza ya centre professionnel et social ya Makiso, tarehe 15 julai iliopita, Willy Poye Poye , kamsha wa mtaa ,halistuka kwa ma exercices ya ufundi ilio andaliwa na wanafunzi wa masomo ya mwisho kwa siku hile."Hatuta kosaka kila mara kuita msaada huo kila mara tutapokuwa na lazima " masemi yake kamsha. Chini ya waliomaliza 62 ,14 walikuwa wasika . Kampuni ya uchina inayotengeneza njia ya mji imewatwaa 4 kati ya wale waliomaliza .

Umati ya magari na kufunguka kwa majengo yameleta njia ingine .

Lakini, kwa kuingiza mazoezi hiyo ,inspecta makamo wa jimbo Kabongo Luaba ameomba na serkali ya jimbo kuwatuma wasika kutembeleya zaidi ma option ya ufundi wakishusha kwa mfano bei ya masomo.Kwa sasa ,kwa ma shule ya kawaida , wanafunzi wanalipa 2500FC 2.75\$ ) vidi ya 4500FC (5\$) ku masomo ya techniques. Dominique Lekakwa , prezidenti ya jundi la taifa ya wazazi ya RD congo (ANAPECO),amefasiria ngambo yake : "Kila mwanzo ya mwaka ya masomo, ku mkutaniko wetu mkuu, tunawakumbusha wazazi ya kama wasika wana elimu sawa na wanaume.Kila moja mudibishi, kila mza-zikufwatiliya mapashwa ya mseka wake kwa kuongoza kwa masomo ya ufundi."

Pierre Komba

# Eteyelo yoko esungi baboti bazali na bana mayele ma bango mazali malonga te

**Kisangani ezali na eteyelo yoko elengelemi mpo ya kosunga mwana moko moko kolandana na mayele moko azali na yango na botalaka mpe bongo bomoto bwa ye. Na botosaka lolenge bakelami, basusu kati na bango bazwi nzebi ya kokamwisa mpe bakomi lokola bato banso. Yango epesi esengo enene na baboti ba bango.**

**Yambo**, mwana wa ngai wa mwasi azalaki koloba maloba malamau te. Moto ata moko te na ndako azalaki koyeba eloko nini azalaki koloba. Azalaki kosana te mpe ntango inso azalaki komikanga na ndako. Eleki mbula minei, ye moko akomi kosukola bilamba by aye, kosukola sani mpe komeme bidon ya mai ya litele 20 " emoni moboti wa ye asepele lolenge abandi kozwa mayele. Bana basusu mpe bakolisi mayele koleka. " Nasepele na bomonoko Dorica, mibu 12, azalaki kobebe méningite naino azali na sanza mibale, ayebe lelo kokoma nkombo ya ye, nkombo ya tata moboti wa ye mpe ya ngai ata ko akomi yango na molongo te " elobi mama moko. Basusu kati na bilenge bana bazali na ndambo ya mayele bakomi lelo kosala misala mya malonga kati na bato. "Eleki mbula mibale, nazali kofutela bandeko ba ngai prime na lifuta nazwaka. Tala lelo nakomi kobomba mbongo moko moko mpo na kolengele

kobala" elobi Christian Bakungu, aide cuisinier o centre Simama. Mbongwana iye isalemi na lisungi lya eteyelo Rafiki emipesi mpo na bana ba lolenge lona. O libandela lya eteyelo ena o mobu 1994, eteyelo ya sango Martin ya centre Simama ezalaki koyamba bobele bana 12. Mbula eleki bayambaki bana 44 baye bakabolaki bango na biteni misato biye: baye mayele ma bango mazangi ndambo, basusu mayele mazangi mpenza mpe basusu mayele mazangi nye lokola pene na kobebe ligboma. "Ntango nazaliki koteya français o eteyelo mosusu bana bazalaki kotosa ngai. Banda nakomi awa, nazali lokola moninga wa bango. Tozali koliya mpe kosana elongo, nasololaka na bango. Nazwaka bango lokola bato banso ata soko basusu bazali na bosoto mpe kobimisa ntango inso nsoi o monoko" elobi moko molakisi wa bango.

## Bakeseni mingi te...

Yambo 'te bakomisa mwana,

bakonzi balingaka bayeba mpasi nini mwana akokaki kobotama na yango o eleko azalaki o libumu ya mama wa ye, ndakisa soko abandaki kotambola to koloba na mikakatano... Mbala mingi baboti bayebisaka bakonzi ba biteyelo mikakatano mina te. Ntango bayebaka myango nde balandelaka mpasi ya mwana moko na moko. " Basusu kati na bango soko otindi bango bame-mela yo kopo, bakoyela yo na yango, ntango mosusu bakome-mela yo kopo mibale bakisa mpe lutu" eyebisi Jacques Yaetema, dikitele wa eteyelo ena. Ye alandaki mateya makokamba biteyelo bya lolenge loye mbula 2 o mboka mokonzi Kinshasa.

Ezali mpasi mingi kolandela bana baye awa bisika bisusu bya kosalisa bango bizangi o Kisangani mpe o etando ya etuka ya Monyele. Nzokande eteyelo Rafiki esalaka manso mpo ya kopesa fiche eye ekolandele mwana moko na moko mpe mokolo na mokolo na mateya asengeli na mango.

Bokeseni bozali na biteyelo bisusu mpo 'te awa esengeli kozala na manaka maye maulani na mayele ya mwana esika 'te mwana alanda manaka ma eteyelo. Bokeseni mosusu mwango moye: mateya mapesamaka mpamba. Eteyelo esengaka na ba ONG bakabolaka bisaleli na bikomeli bya kelasi 'te bakanisaka mpe bana baye. Balingi mpe 'te bakonzi ba mboka batongela bango kelasi mosusu motoba zambi bana baye bakeseni mingi te na bana basusu lokola bato bakanisaka... Nayango balakisi bakendeke kotala mokolo nyoso ya poso mabota epai kani bana baye bazwami mpo ya kotala mbongwana nini baboti bamoni epai ya bana ba bango. Bamonoko mingi mbongwana na bana baye bavandi na bandeko ba bango esika moko mpamba te bazalaki kozanga bolingo bona bozali lokola lisungi lya yambo mpo na bango.

Hortense Basea

## Bato bazali komituna soko misala mya bobongisi balabala mikosila noki

**Eleki poso mingi, kompani ya ba chinois ezongelaki misala mya bobongisi nzela nsima ya botelemisi myango. Kasi bato bazali na ntembe likolo lya misala miye na botalaka lolenge mizali kosalema na bolembu mpe bozangi makanisi polele.**

**B**anda mwa 23/07, kompani ya ba-chinois ezongelaki misala mya bobongisi balabala ya engumba nsima ya botelemisi myango eleki nsanza mingi. Kompani ena ezalaki 'te esukisa misala mya yango, ezalaki kozela bobele 'te mbula matari ezongisela yango ndambo ya mosolo mpo na misala miye misalemaki. O nzela ya stade Lumumba, basali bazali wana na bisaleli, bazali kolongola matiti mpe zelo na caniveaux iye basilaki naino kotonga te. Mituka mizali kolekaleka na mabanga bauti kotimola o likindo like lya Mandombe (petit séminaire de Mandombe) elakisi bozongeli misala. Misala mina mipesi mpasi na baleki nzela zambi bisika mingi bazalaki kobongisa balabala. Mituka, tukutuku na charrette ekokaki lisusu koleka malamau soko moko te o balabala mpamba te bazali kotombola caniveaux na metele yoko likolo na mabele. "Tozali koleka na mikakatano" elobi moko motambwisi motuka. Molakisi moko wa IBTP (Institut des bâtiments et des travaux publics) alobi 'te esengelaki batonga balabala moko naino mpe bakamati mosusu nsima esika 'te bakanga nzela bipai binso. Mpe soko mbula enoki, mai matelenganaka bisika mingi zambi lolenge etiyola ezali lisusu te. Mpo ya ye esengelaki 'te babanda kotonga caniveaux na ngele mpe komata na yango likolo mpo 'te mai matelenganaka te.

Esengeli kofuta bankolo ndako liboso lya kobuka yango Baye basepelaki makasi o libandela lya misala

bakomi lelo na ntembe. Ngonga bayokanaki mpo ya kosukisa misala eleki. Na bomonoko mpe lolenge misala mizali kotelemisa ntango inso, mingi bakomi koloba 'te mbele ntango mosusu misala miye mya botongi balabala mikotelengana lokola misala misusu mya mbula matari ya etuka mitelengani awa o engumba. " Liboso tozalaki komono mituka mingi na ba-ingénieur chinois. Lelo bazali lisusu komonono mingi te " elobi Gustave, motekisi cartes ya téléphones. Misala mikomi kotambola malembe zambi basali bazali lisusu mingi te. Ingénieur Rukuyenge alobi 'te ndambo ya ba-chinois bazongaki epai ya bango o eleko misala mitelemaki. "Tozalaki na basali 360 ba mbotama ya ekolo Congo na ba-chinois 44" elobi ye. Ba-ingénieur chinois bakomi kozonga moko moko yango wana bakutoli motango mwa basali esengelaki mpo na ingénieur moko na moko. Mpo na Rukuyenge, wana ekosala 'te bapusa na nsanza ya libwa mokolo moye bayokanaka mpo na kosukisa misala zambi esengelaki 'te basilisa misala minso mwa 25 /08/2012. Kasi na botalaka lolenge makambo mazali koleka, misala miye mikosila noki soko moko te.

Likambo mosusu lizali kosala 'te misala mitambola malamau te na bisika biye basilaka kotonga balabala ezali ndenge ndako izwami pene pene na nzela ndakisa o balabala ya T.P. mpe boulevard Lumumba. Mbula matari esengeli liboso kofuta bankolo ndako iye bakobuka na ntina 'te bafungola balabala.

Trésor Mokiango

**MONGONGO** Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO  
journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

### Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

### Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

### Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Armand Makanisi, Christian Uzilo, Natacha Kongolo, Trésor Mokiango, John Lina, Armand Kitoko, Ernest Mukuli

### Correspondants en province :

**Isangi :** Joseph Bassay, Elie-Trésor Lobanga

**Yangambi :** Sylvain Loula

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Opala :** Aimé Césaire Efang

**Isiro :** Richard Tandro

**Bunia :** Serge César Ndahora, Anualite Unyuthi, Jean Muhemedi

**Lubutu :** Jean-Luc Lifaefi, Chérif Djaludi

### Traduction

**Lingala :** Pierre Komba

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

### Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

### Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

### Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel :** (24 numéros) 30 \$.

**Abonnement de soutien :** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.